

# L'URGENCE SOCIALE, C'EST D'ENGAGER LE COMBAT CONTRE LA POLITIQUE DE CE GOUVERNEMENT AU SERVICE DES RICHES ET DES PATRONS

BULLETIN NPA DU SECTEUR AUTO DU PERCHE

14 JANVIER 2016

Des promesses d'emplois, au nom de « *l'état d'urgence économique et social* », il en aura eu plein la bouche, notre menteur de président, lors de ses vœux du 31 décembre. Mais près de 4 ans après son élection, nous savons tous qu'il s'en fiche comme d'une guigne des licenciements, des fins de mois difficiles et des conséquences désastreuses de sa politique.

Son seul but, c'est d'avoir moins de chômeurs... dans les prochaines statistiques. Pour y parvenir, il a annoncé un « plan massif de formation » concernant 500 000 personnes et la « généralisation » du service civique, en l'étendant à 150 000 jeunes de 16 à 25 ans. Histoire de faire croire à une inversion de la courbe du chômage, sans laquelle il avait promis de ne pas se représenter en 2017. Mais rien à voir avec la création du million d'emplois promis en 2014, quand il a instauré le Crédit d'Impôt pour la Compétitivité et l'Emploi (CICE) et le Pacte de responsabilité.

## UNE POLITIQUE DE PLUS EN PLUS RÉACTIONNAIRE

Pour affaiblir l'unité de l'ensemble du monde du travail, pourtant indispensable pour combattre la politique de ce gouvernement et du patronat, Hollande et Valls ont trouvé le moyen de semer un peu plus le poison de la division entre les travailleurs.

C'est ce qui motive leur volonté d'introduire dans la constitution la « déchéance de nationalité » pour « *les individus condamnés définitivement pour crimes terroristes* », une mesure puisée dans le programme du Front National. Par cette mesure, qui n'empêchera aucun kamikaze de commettre un attentat, le gouvernement créé deux catégories de français, avec des citoyens de seconde zone. Il renforce la stigmatisation des étrangers, des immigrés et des musulmans. Pire, il insinue que le mal ne peut venir que du dehors, de l'étranger, de l'autre.

## LA LUTTE DES CLASSES, C'EST MAINTENANT QUE ÇA SE PASSE

Pendant ce temps, l'offensive contre les classes populaires et le monde du travail continue. Sous la pression d'un patronat qui s'est prononcé cette semaine encore pour la mort programmée du

CDI et exige de nouvelles aides, le gouvernement veut « réécrire » le Code du Travail, avec moins de protections contre l'arbitraire patronal à la clé. Quant aux « nouvelles aides à l'embauche », ce sera encore des milliards en plus pour augmenter les profits des entreprises et les dividendes des actionnaires, sans créer un seul emploi.

## UNITÉ DES EXPLOITÉS CONTRE CE GOUVERNEMENT

Pour faire accepter son offensive, Hollande prône « *l'unité nationale* ». Comme s'il y avait des intérêts communs entre les exploités et les exploités. Mais il n'y a aucun intérêt commun entre, d'un côté les travailleurs qui ont de plus en plus de mal à vivre décemment, et de l'autre, la mince couches d'ultra-privilegiés qui accaparent, grâce à leur mainmise sur l'économie, de plus en plus de richesses.

Nos souhaits pour 2016, c'est que l'ensemble du monde du travail et de notre camp social, français ou étranger, rassemble ses forces pour la défense de ses intérêts et de ceux de toute la société contre la régression sociale. Mais pour cela, nous devons d'abord, nous-mêmes, engager la bagarre là où nous travaillons.

Et rassembler l'ensemble du monde du travail contre la politique d'un gouvernement qui trouve de l'argent pour ses guerres et les patrons,

mais pas pour nos salaires, pensions et prestations sociales.

Le 26 janvier, CGT, FO et Solidaires appellent à une journée d'actions pour la défense du service public, la première grève nationale de ce début d'année. Partout, faisons en sorte qu'une préparation offensive et une réussite de cette journée serve de base pour aller vers un mouvement d'ensemble.



LE BLOG DU SECTEUR AUTOMOBILE DU NPA

[www.npa-auto-critique.org](http://www.npa-auto-critique.org)

Avec tracts, actus, infos, le site est essentiel à l'échange d'informations sur l'actualité des luttes dans notre secteur



## **GOODYEAR AMIENS, DE LA PRISON POUR DES ACTIONS CONTRE DES LICENCIEMENTS !**

Le tribunal d'Amiens vient d'annoncer la condamnation de huit ex-salariés de l'usine Goodyear, à deux ans de prison, dont 9 mois fermes. Les condamnés, dont cinq militants de la CGT et le secrétaire du syndicat, avaient retenu pendant 30 heures et sans violences deux cadres alors que l'usine d'Amiens était occupée.

Depuis, l'usine est fermée avec près de 1150 licenciements. Plus de 750 n'ont toujours pas trouvé de travail. Et il y a eu 9 décès. Voilà où se situe la vraie violence patronale !

Pour aboutir à un accord de fin de conflit fin 2014, la direction de Goodyear avait retiré la plainte qu'elle avait déposée. La justice a quand même poursuivi. C'est donc une décision clairement politique qui s'inscrit dans la répression du mouvement syndical et social engagée par le gouvernement. Avec le licenciement de ceux d'Air France accusés d'avoir déchiré une chemise, c'est une nouvelle répression scandaleuse. Urgence pour la riposte !

## **PLUS DE VENTES, PLUS DE PROFITS ET PAS D'EMBAUCHES**

En 2015, les ventes d'automobiles neuves ont sensiblement augmenté en France mais il n'empêche qu'avec 1,9 millions de voitures vendues, les niveaux d'avant la crise de 2008 ne sont pas rattrapés.

En fait, les inégalités continuent de progresser et la bagnole pour tous, c'était avant ! Aujourd'hui la moitié des voitures neuves vendues en France l'est à destination des loueurs et des entreprises pour leurs flottes et leurs cadres.

La vérité est qu'il n'y a pas eu d'embauches correspondantes. Le surcroît de production en France s'est d'abord traduit par des intérimaires, Renault étant le champion toutes catégories avec plus de la moitié des effectifs de production en intérim. Salaires bloqués et travail précarisé sont de plus en plus insupportables. Avec ces premiers résultats annoncés, l'année 2016 sera sûrement pour les firmes automobiles une année record de profits. Faisons en une année record de luttes !

## **ETAT D'URGENCE : 3000 PERQUISITIONS POUR UNE SEULE MISE EN EXAMEN DANS TOUTE LA FRANCE !**

Entre le 14 novembre 2015 et le 7 janvier 2016, il y a eu 3000 perquisitions décidées par les préfets sans accord des juges : portes cassées, appartements retournés et assignations à résidence abusives observés jour après jour ! Et pour un résultat quasi nul contre de réels commanditaires d'attentats puisqu'il n'y a eu que 4 procédures transmises au parquet anti terroriste et en fait une seule procédure avec mise en examen d'une seule personne. Dans l'immense majorité des cas, rien n'a été trouvé, ou bien des infractions relevées pour recel ou des délits sans rapport avec le terrorisme.

En fait avec l'Etat d'Urgence, Hollande et Valls cherchent à s'en prendre aux contestations publiques de l'ordre établi, celles de militants écologistes, ou de travailleurs qui s'en prendraient aux chemises de leurs DRH. Les perquisitions et les assignations à résidence ne visent pas que les autres : nous sommes tous concernés !

## **COMPLEMENTAIRES SANTE OBLIGATOIRE LA SANTE PRIVATISEE**

Visites médicales, médicaments, interventions chirurgicales : moins la Sécurité Sociale rembourse et plus ceux qui en ont les moyens doivent déboursier pour les mutuelles. Les autres doivent renoncer aux soins. Pour le gouvernement la généralisation de la complémentaire santé dans les entreprises est une avancée sociale. Mais sur le terrain, elle ne fait pas que des heureux. Parfois, à garanties égales ou moindres, cette complémentaire « obligatoire »

coûte plus cher au salarié que sa mutuelle précédente. Souvent, la concurrence acharnée entre assureurs et mutuelles aboutit à une couverture au rabais. A ceux qui en ont les moyens de se payer une « sur-complémentaire » individuelle.

Un vaste marché ouvert aux compagnies d'assurance privées, au détriment des principes mêmes du principe de solidarité à l'origine de la Sécu : on cotise selon ses moyens, mais on est soigné selon ses besoins.

## **PRIME D'ACTIVITE :**

### **« PRECARITE ET BAS SALAIRES SPONSORISES » OU « NOUVELLE AUBAINE POUR LE PATRONAT »**

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier le RSA-Activité et la PPE (Prime pour l'emploi) sont remplacées par un dispositif unique : la « prime d'activité ». Elle ouvre droit à un complément de revenu financé par l'Etat à certaines catégories de salariés réduits à des bas salaires. A condition (sauf pour les personnes auparavant allocataires du RSA-Activité), d'en faire la demande à la CAF. Objectif affiché du gouvernement : « favoriser le retour à l'emploi ». En clair, les patrons peuvent multiplier les boulots précaires ou mal payés. Pour inciter les chômeurs à les accepter, l'Etat leur promet un petit complément de revenu.

Un comble : le chômeur qui paie la TVA sur tout ce qu'il achète participe au financement de la prime que l'Etat lui versera peut-être demain. Qu'à cela ne tienne. Pour Hollande, en vue des présidentielles de 2017, tout est bon pour tenter de faire baisser les chiffres du chômage

## **ALLIE DE HOLLANDE, LE REGIME SAUDIEN ASSASSINE !**

47 exécutions pour le nouvel an, dont plusieurs militants de l'opposition qui avaient dénoncé les dictateurs de la région. Les dirigeants iraniens s'indignent, mais eux aussi ils répriment féroce leur opposition ! Les peuples en lutte pour le pain et la liberté depuis 2011 n'ont rien à attendre ni de Ryad ni de Téhéran : les Emirs et les Ayatollah utilisent les groupes qu'ils arment comme des marionnettes. Avec le soutien des impérialistes, russe d'un côté, occidentaux de l'autre, les régimes dictatoriaux et théocratiques renforcent le fascisme djihadiste. Quant au gouvernement français, ce qui lui importe, ce sont les 20 milliards d'euros de ventes : hélicoptères Air Bus, patrouilleurs maritimes, centrales nucléaires EPR, accords sur la formation à la sûreté nucléaire ...

Défendre les droits de l'homme aujourd'hui, c'est exiger la rupture avec toutes les dictatures de la région et l'arrêt des bombardements aériens en Syrie

## **POUR SAUVER LE CLIMAT, SORTIR DU TOUT BAGNOLE !**

Après tout leur cinéma autour de la COP21, les grands groupes industriels et bancaires, relayés par les gouvernants, vont continuer à mener le monde à la catastrophe. Volkswagen a bien été pris en flag, mais les autres groupes ne se débrouillent pas mal non plus. Notre porte monnaie, notre santé, notre emploi, ils s'en foutent pourvu qu'ils vendent. Et les transports émettent 28% des gaz à effet de serre...

On n'est pas nés pour faire des voitures individuelles ; des cars, des wagons, des locos, on saurait aussi ! Ce qu'on veut, c'est garder notre boulot et que nos gosses aient un avenir. Alors, oui à moins de béton et d'asphalte, plus de transports collectifs moins chers (voire gratuits), plus fréquents, de qualité, c'est un ensemble : il faut changer le système, pas le climat !

**Si nos idées t'intéressent, n'hésite pas à nous contacter : [npa.perche@gmail.com](mailto:npa.perche@gmail.com)  
Ou à joindre les diffuseurs : Tél. 06 82 44 28 63**